

27 septembre 2004
Français
Original: espagnol

Comité pour l'élimination de la discrimination

**Réponses à la liste de thèmes et de questions pour l'examen des
rapports périodiques CEDAW/C/PAR 3-4, CEDAW/C/PAR 5)**

Comité pour l'élimination de la dis

intérêts des hommes et des femmes au même niveau, afin que celles-ci puissent vraiment jouir de l'égalité des chances.

Si les politiques d'égalité entre les sexes ont progressé au niveau national en grande partie du fait de la participation du mouvement féministe et de l'accès des femmes à des postes de décision, notamment dans le secteur public, ces progrès se heurtent encore à des obstacles lorsque les femmes élues cherchent à s'élever contre les décisions de leur groupe ou de leur parti.

3. Veuillez préciser si la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme font partie de la législation nationale et si, le cas échéant, ils peuvent être invoqués devant les tribunaux.

La Constitution nationale de 1992, à l'article 137, dispose « La loi suprême de la République est la Constitution nationale ». Celle-ci, les traités, conventions et accords internationaux approuvés et ratifiés, (78 Tois) et les 04240 Congrès 784-13 la toutesa

proposition visant à porter cette proportion à 50 % et selon l'autre, à 30 %; ces deux avis ont été transmis à la Commission des questions constitutionne

Éducation et stéréotypes

7. Le cinquième rapport, à l'article 5, fournit des informations sur l'éducat

garçons, des filles et des adolescents. C'est ainsi qu'a été effectuée une étude par observation sur l'existence de pratiques discriminatoires en classe et au sein du système d'enseignement. Le contenu de cette étude a été ensuite validé en présence des principaux agents de ce système.

7. Habilitation afin de promouvoir le développement de l

Scolarisation

Niveau préscolaire

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
En pourcentage	50,5	49,5
Total	60 337	59 197

Enseignement scolaire de base : 1er et 2e cycles

CEDA

dans le cadre d'une série d'études de la Commission nationale tripartite chargée d'examiner et de promouvoir la participation de la femme au travail parrainée par l'OIT

Répartition de la PEA en pourcentage par catégorie professionnelle

Cat

Femm

la communauté selon le niveau de soins nécessaire, déterminé au moyen d'un système de références et de contre-références.

16. Quelles mesures concrètes sont envisagées pour prévenir les principales causes de mortalité féminine, et quel est le niveau d'accès à la santé et aux services médicaux dont disposent les femmes des zones rurales, les femmes d'expression exclusivement guarani, les femmes migrantes et les groupes les plus vulnérables (troisième âge, handicapés, etc)?

Le Ministère de la santé publique et du bien-être social a un Programme de prévention du cancer cervico-utérin et du cancer du sein. Ce programme couvre l'ensemble du pays, et ses principales lignes d'action portent sur la formation de techniciens et de techniciennes de to

gouvernementales, ONG et OMS-Genève) auxquels a participé le Secrétariat à la femme de la Présidence de la République.

Le problème des avortements illégaux est traité du point de vue de la prévention;

L'accès à la planification familiale ainsi que la fourniture de médicaments pour la prévention de la grossesse sont gratuits, dans un souci de promotion et de prévention.

19. Veuillez fournir les principales statistiques sur l'incidence du VIH/sida chez les femmes des populations autochtones et rurales. Quelles sont les mesures prévues pour prévenir et/ou combattre le VIH/sida parmi ces populations ?

En 2002, l'Institut de rech

L

travaux visant à éliminer ce fléau. Une table ronde spéciale inter-institutions a été formée, avec la participation de la société civile, pour la lutte contre la traite de personnes, qui travaille actuellement à l'élaboration d'un plan d'action commun.

Par ailleurs, d'après le Rapport 2004 sur le trafic de personnes préparé par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, le Paraguay se si

établie par le Code pénal, qui protège la famille contre la violence familiale et frappe l'agresseur d'une sanction économique (amende).

Il n'existe pas de registre inf

l'homme, qui décrit les divers types de violence (à savoir châtiments disciplinaires inhumains, abus sexuel, absence de soins médicaux, fourniture de médicaments, surtout de tranquillisants, sans ordonnance médicale, trafic de drogue, détention préventive prolongée en prison) et la discrimination à l'égard des femmes et adolescentes dans la prison Buen Pastor.

Dans le cadre du Projet de réforme pénitentiaire élaboré de concert entre la Coopération technique allemande GTZ et le Ministère de

Tableau 2.1
Premier et deuxième cycles, scolarisation par année d'étude et par sexe, et pa

D Zone et Secteur	Scolarisation par ann																					
	1ere ann			2e ann			3e ann			4e ann			5e ann			6e ann			Total			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	

D Zone et Secteur	Scolarisation par ann						Total
	1ere ann	2e ann	3e ann	4e ann	5e ann	6e ann	
Ho							

Scolarisation par ann ,

D
Zone et
Secteur

D Zone et Secteur	Scolarisation par ann									Total		
	1ere ann			2e ann			3e ann		4e ann		5e ann	6e ann
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes				

Scolarisation par ann ,

1ere ann

2e ann

3e ann

4e ann

5e ann

6e

